



**Après avoir tué des militaires des forces de défense nationale, dans un communiqué rendu public le 09 novembre 2017, la branche armée du mouvement indépendantiste a revendiqué les attaques qu'elle dit être planifiées.**

La situation est loin d'être revenue à la normale dans les Régions du Sud-ouest et du Nord-ouest camerounais où depuis plus d'un an, un mouvement de contestation suscite plus d'appréhension, chaque jour un peu plus. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 2017, un militaire camerounais a été égorgé par des sécessionnistes présumés dans la localité d'Akwem au cœur du Sud-ouest.

La mort violente de ce jeune soldat porte à quatre le nombre des membres de forces de défense tués dans les Régions anglophones du pays en l'espace de quelques jours. C'est que dans la nuit du 09 au 10 novembre, un soldat en service au 22e Bataillon d'infanterie motorisée a été froidement assassiné. Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary exprimant l'indignation des autorités camerounaises s'est ému de savoir que le militaire avait été «cruellement égorgé par une escouade de terroristes».

Ce dernier incident a eu lieu dans la Région administrative du Sud-ouest, qui constitue avec la Région voisine du Nord-ouest la partie du pays où vit la minorité anglophone, théâtre depuis octobre 2016 d'une grave crise sociopolitique aux accents sécessionnistes. Le militaire ainsi

tombé assurait, en même temps que ses camarades, la garde du pont reliant le Cameroun au Nigeria voisin, à hauteur de la localité d'Akwem, non loin de la ville de Mamfe. La victime a été surprise par ses assassins alors qu'elle s'était éloignée vers un bosquet, a expliqué Issa Tchiroma Bakary précisant qu'il s'agit du premier soldat tué dans ces conditions, la région du Sud-ouest.

Pour autant, trois autres militaires ont été tués en début de semaine dans le Nord-ouest. En clair, les quatre membres des Forces de défense et de sécurité abattus par des gens se réclamant du mouvement sécessionniste connu sous le nom de Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front (Scacuf), seront vengés, à écouter Issa Tchiroma Bakary. D'autant plus que le porte-parole du gouvernement camerounais assure que ces attaques « ont été dûment revendiquées dans un communiqué signé de cette organisation et rendu public ».

En effet, le 09 novembre sur son compte Twitter, le président auto-proclamé de «l'Ambazonie», Sisiku Ayuk Tabe, l'Etat que les séparatistes anglophones disent avoir créé, a pour sa part condamné ces assassinats et a assuré qu'ils avaient été perpétrés par «des individus inconnus du gouvernement intérimaire ambazonien». Kalachnikov Pourtant, Joint à Londres, le chef de la branche armée de l'Ambazonie soutient que ces actes sont perpétrés dans le but de se défendre.

De son côté, le ministre Tchiroma soutient que six suspects, âgés de 21 à 32 ans, ont été interpellés en possession de munitions de 7,62mm, au moment où ils s'apprêtaient à franchir la frontière en direction d'un pays voisin, après le meurtre du premier gendarme ce 06 novembre. Les deux autres gendarmes ont été tués par balle dans la nuit du mardi 07 au mercredi 08 novembre dans des incidents séparés à Bamenda, l'un des epicentres de la crise. L'arme de service de l'un d'entre eux, une kalachnikov, a été emportée avec des munitions.

Des douilles retrouvées sur place, proviennent d'armes de guerre et ne correspondent à aucun matériel en service dans l'armée camerounaise. Les autorités camerounaises suspectent certains séparatistes de se servir du Nigeria comme base arrière et de s'y approvisionner en armes. Pour y faire face, le gouverneur du Sud-ouest, Bernard Okalia Bilaï, a ordonné la fermeture des armureries, l'obligation de déclaration pour tous les détenteurs d'armes, l'interdiction de vente d'armes et munitions, la suspension de toute activité de chasse avec des armes à feu, ainsi que l'interdiction d'user de ces mêmes armes à feu lors de funérailles ou d'obsèques. Le gouverneur a aussi annoncé une interdiction de circuler pour les mototaxis de 19h à 6h, et demandé aux autorités traditionnelles et chefs de quartiers de procéder au recensement des personnes de passage dans leurs localités ou quartiers. Toutes ces mesures ont été prises pour le moment pour une durée indéterminée.

Dans le Nord-ouest, un couvre-feu nocturne a été instauré depuis le mercredi 08. Il va courir jusqu'au 23 novembre. Le chef des forces de défense amazoniennes, Ayaba Cho, a affirmé sur les ondes de Radio France Internationale (RFI) que ces actes ont été perpétrés en position d'autodéfense. « Nous nous battons contre ces envahisseurs tant qu'ils seront présents sur notre territoire », a-t-il déclaré. Une dissonance avec le président autoproclamé de l'Ambazonie qui révèle des dissensions dans les approches et les actions entre la branche armée de l'Ambazonie qui a revendiqué les violences ayant causé la mort et les politiques incarnés par

Sisiku Ayuk Tabe qui qualifient ces événements de malheureux et regrettables dans son communiqué rendu public le jeudi 09 novembre 2017. Toujours est-il que Sisiku Ayuk Tabe et plusieurs leaders anglophones partisans de la cause sécessionniste font l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par le Cameroun. sionnistes revendiquent les attaques meurtrières.